

Commune de Cazouls-Lès-Béziers



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Conseil Municipal du 21 Avril 2020

# I. CADRE NATIONAL D'ÉLABORATION BUDGETAIRE POUR 2020

## A. Généralités

### Principales dispositions de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022

La tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) s'impose aux communes dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif (article L2312-1 du CGCT)

Le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le Maire et ses collaborateurs sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure de gestion de la dette (loi NOTRE du 07 août 2015).

Ce rapport doit être transmis au représentant de l'Etat ainsi qu'au président de la Communauté de communes la Domitienne conformément au décret n° 2016-841 du 24 juin 2016.

Le Débat d'Orientation Budgétaire n'a aucun caractère décisionnel.

### **1° La trajectoire de résorption du déficit public et la place assignée aux collectivités locales (articles 3 et 13 LPFP)**

L'article 13 fixe que les collectivités contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique.

Le déficit public correspond à la différence entre contraction de dette nouvelle et le remboursement de dette ancienne, par les administrations centrales, sociales et locales.

La LPFP prévoit de ramener **le déficit public à -0,3 % du PIB à l'horizon 2022** (contre 2,9% en 2017 ou 3,3% en 2016).

Pour pallier à son incapacité à réduire son propre déficit d'ici 2022, l'Etat attend des administrations locales et sociales qu'elles dégagent des excédents à même de compenser l'essentiel de son déficit (-1,8% en 2022 contre -3,2 % en 2017).

Dans cette optique, la LPFP fixe 3 objectifs aux administrations locales qui correspondent à un pacte de confiance :

- **Un objectif de désendettement de 13 Mds € sur 5 ans**, dit objectif « amélioration du besoin de financement »,

Avec une intensification de l'effort chaque année de 2,6 Mds € supplémentaires, pour atteindre au total 16 Mds € en 2022 (soit 13 Mds € de plus qu'en 2017)

2017	2018	2019	2020	2021	2022
3 Mds €	5,6 Mds €	8,2 Mds	10,8 Mds	13,4 Mds €	16 Mds €

Sachant que les administrations locales ne remboursent qu'environ 15 Mds € de capital par an, une telle trajectoire **implique la fin du recours à l'emprunt en 2021-2022, et un ralentissement sévère entre-temps.**

Appliquée aux 171 Mds € de dette locale, elle aurait pour effet un désendettement de 14 % (25 Mds €) d'ici 2020 et de 32 % (54 Mds €) d'ici 2022 !

- **Un objectif de maîtrise des dépenses de fonctionnement à +1,2 % / an en moyenne, inflation comprise.**

Pour éviter que le désendettement ne s'opère par une compression de l'investissement...

Sachant que l'évolution tendancielle constatée sur 2009-2014 est de 2,5 % / an en moyenne.

...Sauf que nombre d'administrations locales sont déjà à + 1,2 % / an voire en deçà, et ne dégageront par conséquent pas plus d'épargne brute.

De multiples prospectives montrent que pour se désendetter de 32 % en 5 ans, à maîtrise constante des dépenses de fonctionnement à + 1,2 % / an, une division par 2 à 3 de l'effort récent d'équipement serait requise.

- **Un objectif de plafond de capacité de désendettement**

Prescription d'un plafond de capacité de désendettement : **12 ans pour les Communes**, 10 ans pour les Départements, 9 ans pour les Régions et les Collectivités, valeurs posées comme limites acceptables en prospective financière par rapport à des situations avérées de surendettement (de 15 à 20 ans).

Ratio de capacité de désendettement (en nombre d'années) = encours de la dette / épargne brute (dépenses de fonctionnement – recettes de fonctionnement).

D'ici 2020 à 2021, un constat de non-respect du pacte de confiance par les collectivités locales serait susceptible de remettre en cause l'engagement de l'Etat au niveau de la stabilité des dotations.

## 2° Les moyens mis en œuvre (articles 13 et 29 LPFP)

- Une contractualisation avec les (environ) 340 plus grandes collectivités : régions et collectivités uniques, départements, communes / EPCI dont les dépenses réelles de fonctionnement du budget principal 2016 sont supérieures à 60 M€.
- Pour les autres collectivités du bloc communal sous le seuil de 60 M€ : elles ne sont, par défaut, pas concernées individuellement par le dispositif d'encadrement (du moins dans un premier temps), mais ont la possibilité de contractualiser.  
Si les incitations à contractualiser sont faibles, elles auraient néanmoins tort de se désintéresser totalement des objectifs. Il n'est pas interdit de penser que, si la trajectoire financière du monde local venait à s'écarter par trop des ambitions affichées, l'Etat n'en vienne à leur demander, un jour plus ou moins proche, des comptes.

## 3° La programmation des concours de l'Etat aux collectivités locales (article 16 LPFP)

- Stabilité des concours financiers de l'Etat d'ici 2020, hors FCTVA, TVA et fonds économique des régions (qui s'éteint au-delà de 2018), figés à 38,1 Mds €.
- Exclusion de cette enveloppe « normée » du FCTVA et de la TVA des régions ; ainsi, leur hausse (éventuelle) ne viendra pas comprimer les dotations.

## **B. Principales dispositions de la Loi de Finances pour 2020 : Loi n° 20191479 du 28 décembre 2019**

Pour l'année 2020, la loi des finances a été construite à partir d'une prévision de croissance de 1.30 % et d'une évolution des prix hors tabac de 1.00 %.

L'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) pour 2019 a été ramené à 1.4% et celle de l'inflation hors tabac a été révisée à 1% pour 2019 (au lieu des 1.30 % prévu dans le projet de LF 2019).

### **I) La réforme de la fiscalité locale**

#### **Dispositions relatives à la fiscalité.**

L'article 16 de la Loi des Finances (LFI) pour 2020 en décline les modalités.

##### **La taxe d'habitation (T.H)**

- Approximativement 80% des foyers fiscaux français ne paieront plus de cotisation de la Taxe d'Habitation sur leur résidence principale.
- Les taux d'imposition de la T.H sont gelés à leur niveau de 2019, de même que les taux de taxes spéciales d'équipement ainsi que la taxe GEMAPI.  
En matière de taxe GEMAPI, la Communauté de communes La Domitienne est tenue de voter chaque année un produit attendu.  
Le taux de taxe d'habitation étant figé, la décision par la collectivité, d'augmenter ce produit se traduira par un accroissement de la pression fiscale sur les autres taxes, c'est à dire les taxes foncières et la cotisation sociale des entreprise (C.F.E).
- En matière de règles de lien des taux, l'article 1636 B sexies du code général des impôts est modifié.  
Il permet d'opérer une variation proportionnelle entre les taxes foncières bâties, non bâties et CFE, sans modifier le taux de la T.H.
- Les valeurs locatives suivant un calcul des bases de taux d'habitation sont revalorisées de + 0.9% en 2020, en revanche les valeurs locatives servant un calcul des taxes foncières seraient révisées de + 1.2 %.
- Enfin, la L.F.I annule pour 2020 les effets des éventuelles hausses de taux décidées par les communes et les EPCI en 2018 et 2019.

### **II) Conséquence pour les communes :**

- En 2020, les communes et les EPCI n'ont pas la possibilité de fixer leur taux de Taxe d'Habitation qui est gelé à son niveau de 2019 (actualisation des bases Taxe Habitation 0,9 % pour les seules résidences principales, 1,2 % pour les autres taxes)  
Le taux de la taxe sur le foncier bâti n'est pas bridé.
- La perte de ressources fiscales liées à la Taxe d'Habitation sera compensée par le transfert aux communes de la Taxe Foncière sur les propriétés bâties (T.F.P.B) départementale à compter de 2021.
- Le montant de la compensation sera déterminé à partir du taux de la Taxe d'Habitation 2017 de la commune et des valeurs locatives correspondantes aux bases d'imposition réelles de la commune.  
Un mécanisme correcteur permettra de compenser chaque année les communes « à l'euro près ».
- Du fait de la suppression définitive et intégrale de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales en 2023 les règles de plafonnement et de lien entre les taxes ont été revues :  
La taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (T.F.P.B) remplace ainsi la Taxe d'Habitation comme imposition pivot : la Contribution Foncière des Entreprises (C.F.E) et la Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS) ne pourront augmenter dans une proportion supérieure à l'augmentation du Taux de la TFPB ou, si elle est moins élevée, à celle du Taux moyen pondéré (TMP) des deux Taxes Foncières.

## **Révision des valeurs locatives des locaux d'habitation.**

La loi des finances pour 2020 repousse à 2023 (une fois la suppression de la Taxe d'Habitation effective pour tous) la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation.

- Déclaration pour les propriétaires bailleurs de locaux d'habitation avant le 1<sup>er</sup> juillet 2023,
- Production d'un rapport par le gouvernement avant le 01 septembre 2024,
- Détermination en 2025 par les commissions locales des nouveaux secteurs et tarifs qui serviront de bases aux nouvelles valeurs locatives qui s'appliqueront à compter des impositions établies au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

## **C. Concours financiers et mécanismes de péréquation**

### **- La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)**

La réforme de la fiscalité locale emportera des conséquences non négligeables sur les indicateurs des financiers et fiscaux servant au calcul de la DGF et des fonds de péréquation.

La LFI pour 2020 prévoit que le gouvernement réalisera un rapport d'ici le mois de juillet.

L'article 73 de la LFI 2020 fixe pour 2020 la DGF ainsi que des variables d'ajustement.

Le montant de la DGF est fixé à 26.8 milliards d'euros, quasi stable, il n'y a donc aucune aide pour financer la croissance de péréquation prévue par la loi.

La dotation de Solidarité Rurale, que la commune perçoit augmenterait de 5.6% (contre 6% en 2019).

La loi des finances pour 2020 a mis en place une répartition dérogatoire de la DGF au sein de l'EPCI sur proposition de l'EPCI les attributions peuvent être mises en commun afin que ces sommes soient reversées aux communes membres dans un souci de solidarité et de cohésion des territoires.

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

La compétence Assainissement transférée aux EPCI est prise en compte dans le calcul du CIF (Coefficient d'Intégration Fiscale) mais pas la compétence Eau, dont son effet est repoussé en 2026.

### **Variables d'ajustement**

Les dotations de compensations (DCRTP – FDTP) sont minorées de 107 millions d'euros.

### **- La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)**

Ses critères en sont modifiés.

Alors que la DSC devait être répartie en tenant compte prioritairement du potentiel fiscal, désormais les critères de répartition de l'enveloppe de la DSC seront choisis librement par les élus qui pourront pondérer 65% de l'enveloppe, les 35% restant seront répartis en fonction du potentiel fiscal par habitant et du revenu par habitant de chaque commune.

Afin de laisser le temps aux EPCI de choisir les nouveaux critères, les EPCI ont la possibilité de reconduire pour l'année 2020 les montants de la DSC de 2019 par une délibération du Conseil Communautaire à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

- La Taxe de séjour : compétence de la Communauté de communes La Domitienne.

Les professionnels qui assurent un service de réservation, location, ou mise en relation par voie électronique (plateforme de type AirBnB par exemple) devront verser le produit de la Taxe de Séjour deux fois par an : au 30 juin et au 31 décembre.

Les collectivités qui n'ont pas délibéré pour le pourcentage applicable aux hébergements non classés ne pourront pas, en 2020, bénéficier de la taxation mécanique de 1%.

Une nouvelle catégorie d'hébergements est créée, les auberges collectives dont le tarif applicable correspond aux hébergements d'une étoile.

## DONNEES ECONOMIQUES ET FINANCIERES NATIONALES

### Indicateurs économiques principaux

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
Inflation budgétaire*	0,80%	0,00%	0,20%	1,00%	1,60%	1,00%	1,00%
Inflation prévisionnelle LF	1,00%	0,90%	1,00%	0,80%	1,00%	1,30%	1,00%
Evolution prévisionnelle PIB	1,45%	1,00%	1,50%	1,70%	1,70%	1,40%	1,40%
Taux d'actualisation TH (indice)	1,10%	0,90%	1,00%	0,40%	1,20%	2,20%	0,90%
Taux d'actualisation FB (indice)	1,15%	0,90%	1,00%	0,40%	1,20%	2,20%	1,20%
Taux d'actualisation FNB (indice)	1,15%	0,90%	1,00%	0,40%	1,20%	2,20%	1,20%
Taux d'actualisation FB, CFE (indice)	0,94%	0,90%	1,00%	0,40%	1,20%	0,93%	1,20%

(\*) S'applique aux charges de fct hs intérêts et aux produits de fct divers

### Evolution de la DGF

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
Evolution DGF LF	-4,29%	-8,74%	-9,55%	-7,01%	0,14%	-0,02%	0,01%

### Evolution des concours de l'Etat aux collectivités

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Quote part inflation	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Quote part PIB	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
Evolution de l'ensemble des concours	-3,50%	-7,19%	-7,71%	-5,71%	0,00%	0,00%	0,00%
Evolution des concours hors FCTVA	-3,50%	-7,19%	-7,71%	-5,71%	0,00%	0,00%	0,00%
Evolution moyenne des compensations ajustées	-13,91%	-33,93%	-15,18%	-16,66%	-7,18%	-4,06%	-2,14%

### Choix du Comité des Finances Locales ou Loi

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contribution nouvelle RFP des communes	-588	-1 450	-1 450	-725	0	0	0
Augmentation péréquation communale	109	307	297	359	200	180	180

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
Evolution de l'enveloppe de DF	-9,13%	-13,4%	-21,6%	-12,4%	-1,8%	-2,0%	-1,6%

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
Evolution de l'enveloppe de DSU	7,41%	11,61%	10,40%	9,42%	5,26%	4,09%	3,93%
Evolution de l'enveloppe de DSR	9,01%	11,60%	10,40%	14,49%	6,33%	5,95%	5,62%
Evolution de l'enveloppe de DNP	0,21%	1,28%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

### Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Enveloppe FPIC	570	780	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
Evolution enveloppe FPIC	9,82%	36,8%	28,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

## **II. ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2020 POUR LA COMMUNE DE CAZOULS-LÈS-BÉZIERS**

### **Cadre d'analyse :**

Les données ci-après présentées sont issues des CA 2015 à 2019, du projet de BP 2020.

Les recettes fiscales sont entendues hors augmentation des taux d'imposition.

Il n'est plus prévu de baisse des dotations étatiques jusqu'à l'horizon 2020, année de fin du mandat actuel.

Les données de 2020 sont entendues comme prévisionnelles et sont comparées au réalisé 2019.

Les dépenses prévisionnelles sont estimées à leur montant maximum soit entendues comme un plafond, les recettes prévisionnelles sont estimées à minima soit entendues comme un plancher.

**Pour l'année 2019, des réalisations particulières ont été effectuées aussi bien en section de fonctionnement qu'en section d'investissement. Ces réalisations n'impactent en aucun cas la trésorerie de la commune.**

**Afin de transférer les excédents des budgets eau et assainissement de la régie municipale au SIVOM Orb et Vernazobre , qui en assure maintenant la compétence, les opérations ci-dessous ont dû être réalisées :**

- **Fonctionnement : 002 excédents de fonctionnement reporté : + 623 778,51 €**  
**678 autres charges exceptionnelles : - 623 778,51 €**
  
- **Investissement : 001 excédents d'investissement reporté : + 281 270,68 €**  
**1068 excédents d'investissement capitalisés : - 281 270,68 €**

**Dans les tableaux qui vont suivre les excédents des années antérieures ne sont pas repris par contre les dépenses réalisées apparaissent, en conséquence les dépenses de fonctionnement de la commune sont grevées de + 623 778,68 € et les dépenses d'investissement sont grevées de + 281 270,68 € dans le CA 2019.**

**Vous trouverez joints au présent rapport la délibération n°155/2019/7.1.1 du 28 novembre 2019 concernant le transfert des résultats de la régie Municipale au SIVOM Orb et Vernazobres.**

### **1° Les recettes de fonctionnement**

#### **1-1 Zoom sur les recettes et compensations fiscales**

Les recettes fiscales hors rôles supplémentaires ont stagné à 1 975 938 € en 2019 compte-tenu d'une baisse des taux des taxes de 3 %, elles devraient s'élever à 2 012 195 € en 2020.

## ANALYSE DE LA FISCALITE COMMUNALE :

### TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux TH	14,76%	14,76%	14,98%	14,98%	14,98%	14,53%	14,53%
Taux FB	22,57%	22,57%	22,91%	22,91%	22,91%	22,22%	22,22%
Taux FNB	65,83%	65,83%	66,82%	66,82%	66,82%	64,81%	64,81%
Taux TP / CFE	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

### BASES NETTES D'IMPOSITION

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Base nette TH	5 244 883	5 533 417	5 403 543	5 553 059	5 690 922	5 891 063	6 008 000
dont résidences secondaires		0	0	0	0	482 568	492 147
Base nette FB	3 835 563	3 992 182	4 069 470	4 166 616	4 261 088	4 346 352	4 425 000
Base nette FNB	218 221	221 077	221 613	226 585	228 843	237 937	240 700
Base nette CFE	0	0	0	0	0	0	0

### PRODUITS FISCAUX

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produit TH	774 145	816 732	809 451	831 848	852 500	855 971	872 962
dont majoration TH résidences secondaires		0	0	0	0	0	0
Produit FB	865 687	901 035	932 316	954 572	976 215	965 759	983 235
dont ajustement du coefficient correcteur							
Produit FNB	143 655	145 535	148 082	151 404	152 913	154 207	155 998
<b>Produit 3 Taxes ménages</b>	<b>1 783 486</b>	<b>1 863 303</b>	<b>1 889 848</b>	<b>1 937 824</b>	<b>1 981 628</b>	<b>1 975 938</b>	<b>2 012 195</b>
Produit TP / CFE	0	0	0	0	0	0	0
<b>Produit fiscal total</b>	<b>1 783 486</b>	<b>1 863 303</b>	<b>1 889 848</b>	<b>1 937 824</b>	<b>1 981 628</b>	<b>1 975 938</b>	<b>2 012 195</b>

### COMPENSATIONS FISCALES

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Compensations TH	68 385	74 399	66 066	82 446	87 843	88 934	92 731
Compensations FB	9 781	6 742	4 705	1 726	1 869	1 906	1 952
Compensation FNB	31 786	29 002	26 320	24 449	21 359	21 350	21 270
Compensations TP / CFE / CVAE	1 902	1 257	1 066	332	0	0	0
<b>Compensations fiscales</b>	<b>111 854</b>	<b>111 400</b>	<b>98 157</b>	<b>108 953</b>	<b>111 071</b>	<b>112 190</b>	<b>115 953</b>

### PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produit et compensation TH	842 530	891 131	875 517	914 294	940 343	944 905	965 693
Produit et compensations FB	875 468	907 777	937 021	956 298	978 084	967 665	985 187
Produit et compensation FNB	175 441	174 537	174 402	175 853	174 272	175 557	177 268
<b>Produits et comp. ménages</b>	<b>1 893 438</b>	<b>1 973 446</b>	<b>1 986 939</b>	<b>2 046 445</b>	<b>2 092 699</b>	<b>2 088 128</b>	<b>2 128 148</b>
Produit et compensations TP / CFE / CVAE	1 902	1 257	1 066	332	0	0	0
<b>Produits et comp. Totaux</b>	<b>1 895 340</b>	<b>1 974 703</b>	<b>1 988 005</b>	<b>2 046 777</b>	<b>2 092 699</b>	<b>2 088 128</b>	<b>2 128 148</b>

## 1-2 Zoom sur les dotations étatiques

En 2020, la Commune de Cazouls-Lès-Béziers compte 5 235 habitants DGF

### POPULATION DGF ET CRITERES DGF

#### La population DGF

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Population totale lissée	4 658	4 749	4 838	4 925	5 002	5 029	5 081
Résidences secondaires	144	149	133	143	152	154	154
Majoration places de caravanes*	0	0	0	0	0	0	0
<b>Population DGF</b>	<b>4 802</b>	<b>4 898</b>	<b>4 971</b>	<b>5 068</b>	<b>5 154</b>	<b>5 183</b>	<b>5 235</b>

(\*) Le nombre de places est x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou DSR BC en n-1

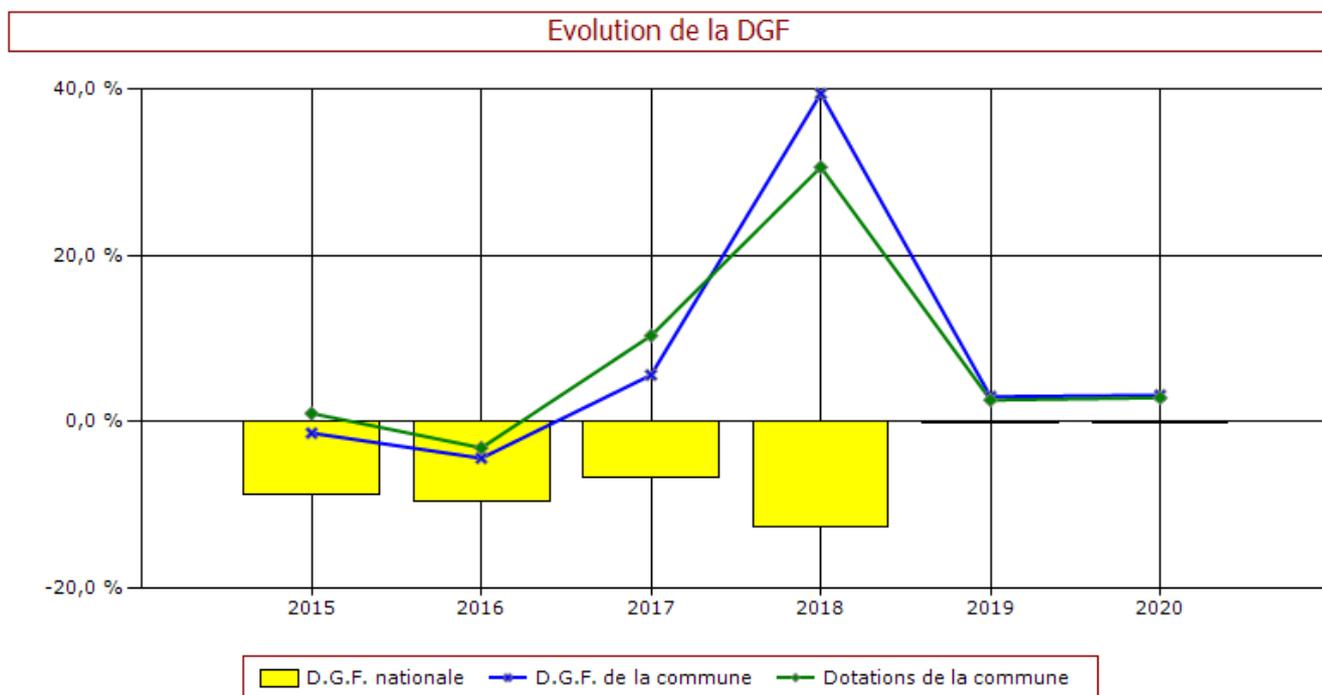
#### Les autres critères physiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Superficie (ha)	3 846	3 846	3 846	3 846	3 846	3 846	3 846
Superficie parcs nationaux (ha)	0	0	0	0	0	0	0
Longueur de voirie (m)	102 345	102 345	102 345	103 208	103 208	103 208	103 208
Nombre de logements sociaux	46	46	46	46	46	46	46
Nombre d'APL	1 177	1 194	1 210	1 227	1 153	1 115	1 115
Nombre total de logements	2 189	2 179	2 239	2 218	2 248	2 263	2 263
Evolution du revenu par habitant	5,3%	2,9%	2,0%	0,9%	-0,5%	2,3%	1,2%
Revenu / hab (€)	10 771,1	11 081,0	11 297,8	11 395,8	11 333,3	11 597,5	11 735,9
Nombre d'enfants de 3 à 16 ans	849	868	934	952	970	985	985

En 2019, la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) s'est portée à 568 802 € et 185 559 € de Dotations Nationales de Péréquation (DNP). Pour la première fois, en 2018, la commune avait bénéficié de la fraction Bourg-Centre.

La Dotation de Solidarité Rurale (DSR) pour 2020 est estimée à 602 398 € :

- Dont une fraction péréquation : 184 250 €



## DGF et FONDS DE PEREQUATION

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotation forfaitaire (DF)	529 972	474 128	413 399	387 870	395 572	398 171	402 837
Effet variation de population	12 626	8 545	6 510	8 670	7 702	2 599	4 666
Effet prélèvement pour péréquation	0	0	0	0	0	0	0
Contribution RFP	-24 950	-64 389	-67 239	-34 199	0	0	0
Effet CPS*	0	0	0	0	0	0	0
<b>+ Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP)</b>	<b>274 906</b>	<b>319 799</b>	<b>345 772</b>	<b>414 070</b>	<b>723 057</b>	<b>754 361</b>	<b>786 648</b>
dont DSU	0	0	0	0	0	0	0
dont DSR	123 184	153 438	182 684	235 279	542 305	568 802	602 398
dont DNP	151 722	166 361	163 088	178 791	180 752	185 559	184 250
+ DGF DOM TOM ou divers	0	0	0	0	0	0	0
+ Ajustements							0
<b>= DGF (A)</b>	<b>804 878</b>	<b>793 927</b>	<b>759 171</b>	<b>801 940</b>	<b>1 118 629</b>	<b>1 152 532</b>	<b>1 189 485</b>
FDTP	0	0	0	0	1 268	0	0
+ FPIC	55 087	76 301	93 558	138 522	140 001	142 172	142 172
+ Compensation perte de bases	0	0	0	0	0	0	0
+ DDR + DDU + Autres	0	0	0	0	0	0	0
<b>= Fonds de péréquation (B)</b>	<b>55 087</b>	<b>76 301</b>	<b>93 558</b>	<b>138 522</b>	<b>141 269</b>	<b>142 172</b>	<b>142 172</b>
<b>Compensations fiscales (C)</b>	<b>111 854</b>	<b>111 400</b>	<b>98 157</b>	<b>108 953</b>	<b>111 071</b>	<b>112 190</b>	<b>115 953</b>
<b>DOTATIONS (A) + (B) + (C)</b>	<b>971 819</b>	<b>981 628</b>	<b>950 886</b>	<b>1 049 415</b>	<b>1 370 969</b>	<b>1 406 894</b>	<b>1 447 610</b>

(\*) En 2011, la fraction CPS de la DC est augmentée à hauteur de la suppression du prélèvement FT et diminuée du montant de la TASCOM transférée

## EVOLUTION REELLE DE LA DGF COMMUNALE

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
Dotation forfaitaire (DF)	-5,2%	-10,5%	-13,0%	-7,1%	0,4%	-0,3%	0,2%
Dotation d'aménagement (DSU, DSR, DNP)	18,2%	16,3%	7,9%	18,6%	71,9%	3,3%	3,2%
<b>DGF</b>	<b>5,9%</b>	<b>-1,4%</b>	<b>-4,6%</b>	<b>4,6%</b>	<b>37,3%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,2%</b>
<b>Fonds de péréquation</b>	<b>16,2%</b>	<b>38,5%</b>	<b>22,4%</b>	<b>46,6%</b>	<b>0,4%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-1,0%</b>
<b>Compensations fiscales</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-12,1%</b>	<b>9,9%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,0%</b>	<b>2,3%</b>
<b>Dotations</b>	<b>6,0%</b>	<b>1,0%</b>	<b>-3,3%</b>	<b>9,3%</b>	<b>28,6%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,9%</b>
<i>Inflation</i>	<i>0,80%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,20%</i>	<i>1,00%</i>	<i>1,60%</i>	<i>1,00%</i>	<i>1,00%</i>

## EVOLUTION NOMINALE DE LA DGF NATIONALE

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
DGF Loi de finances	-4,29%	-8,74%	-9,55%	-7,01%	0,14%	-0,02%	0,01%
Dotation forfaitaire	-7,83%	-13,22%	-16,06%	-11,42%	-1,62%	-1,90%	-1,57%

En 2020, le FPIC estimé de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers serait de 142 172 € (source : Communauté de Communes La Domitienne), comprenant la part communale et le reversement de la part intercommunale.

### 1-3 Considération générale sur l'ensemble des recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement de la commune de Cazouls-Lès-Béziers sont estimées à 4 578 010 € pour 2020 (recettes réelles et recettes exceptionnelles – hors opérations d'ordre), en 2019 les recettes réelles perçues ont été de 4 597 143,21 €.

Ce montant serait en diminution de 19 133,21 € vis-à-vis du réalisé 2019, en raison principalement de la baisse de la taxe additionnelle aux droits de Mutation ainsi que la baisse de la dotation nationale de péréquation.

La taxe additionnelle aux droits de mutation est estimée à 140 000 € soit une perte de 56 987,49 € par rapport au produit encaissé en 2019 qui était de 196 987,49 €.

Cette baisse est en partie compensée par l'augmentation de la dotation de solidarité rurale estimé à 602 398 € en 2020, ce qui représente une augmentation du produit de cette taxe de 33 596 € par rapport à 2019.

Les produits des services (chapitre 70) sont estimés à 168 800 € contre 154 009 € en 2019. Ces produits connaissent une légère augmentation.

#### PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits fonctionnement courant stricts	3 530 523	3 580 947	3 520 546	3 721 514	4 307 647	4 508 608	4 545 810
Impôts et taxes	2 257 676	2 324 581	2 364 998	2 465 894	2 707 943	2 603 325	2 583 862
Contributions directes	1 800 944	1 871 110	1 892 810	1 949 483	1 979 514	1 974 888	2 013 195
Dotation communautaire reçue	200 393	200 393	200 393	187 313	183 295	183 295	183 295
AC reçue	200 393	200 393	200 393	187 313	183 295	183 295	183 295
DSC reçue	0	0	0	0	0	0	0
Reversements conventionnels reçus	0	0	0	0	0	0	0
TEOM	1 120	1 368	1 283	1 324	1 313	1 103	1 300
Versement transport	0	0	0	0	0	0	0
Reversement FNGIR	0	0	0	0	0	0	0
Attribution FPIC	55 087	76 301	93 558	138 522	140 001	142 172	142 172
Solde impôts et taxes	200 132	175 409	176 954	189 252	403 820	301 867	243 900
Dotations et participations	1 031 985	1 077 507	956 954	1 049 982	1 375 039	1 663 792	1 546 479
DGF	804 878	793 927	759 171	801 940	1 118 629	1 152 532	1 189 485
Fonds de péréquation divers	0	0	0	0	1 268	0	0
Compensations fiscales	111 854	111 400	98 157	108 953	111 071	112 190	115 953
Compensations pertes bases	0	0	0	0	0	0	0
DCRTP	0	0	0	0	0	0	0
FCTVA fct	0	0	0	0	0	0	0
Solde participations diverses	115 253	172 180	99 626	139 089	144 071	399 070	241 041
Autres produits de fct courant	240 862	178 859	198 594	205 638	224 665	241 490	415 469
Produits des services	135 033	118 686	128 343	135 262	154 009	171 601	168 800
Produits de gestion	105 829	60 173	70 250	70 376	70 656	69 889	246 669
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de charges	72 042	98 689	170 428	95 681	79 163	36 431	10 000
<b>Produits de fonctionnement courant</b>	<b>3 602 565</b>	<b>3 679 636</b>	<b>3 690 974</b>	<b>3 817 195</b>	<b>4 386 810</b>	<b>4 545 038</b>	<b>4 555 810</b>
Produits exceptionnels larges	9 163	17 306	2 793	13 179	143 390	46 854	15 000
Produits financiers divers	0	0	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels	9 163	17 306	2 793	13 179	143 390	46 854	15 000
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>3 611 728</b>	<b>3 696 942</b>	<b>3 693 767</b>	<b>3 830 375</b>	<b>4 530 200</b>	<b>4 591 892</b>	<b>4 570 810</b>

## 2° Les charges de fonctionnement

Les charges à caractère général (Chapitre 011) s'élèvent à 938 000 € au BP 2020, contre 884 721,38 réalisés en 2019.

Cette forte progression s'explique par une estimation a maxima des dépenses.

La progression s'explique principalement par une hausse des prix des énergies, des contrats de maintenance obligatoires, de l'entretien du matériel roulant ainsi qu'une augmentation de la taxe foncière.

Les charges de personnel (Chapitre 012) seraient de 2 314 687 € soit une hausse de 93 332 ,33 € (4.20%) par rapport au réalisé 2019. Cette hausse s'explique par le recrutement de deux agents à la cuisine centrale, du recrutement d'un agent au service technique et enfin la revalorisation des agents qui changent de grade, augmentent d'échelon soit le glissement vieillesse technicité.

Les autres charges de gestion courante s'établiraient à 698 856 € en 2020 contre 603 470,39 € réalisés en 2019.

La principale hausse s'explique par l'augmentation de la subvention d'équilibre au budget jeunesse, de l'augmentation de la participation au service de secours et d'incendie, ainsi qu'une augmentation des brevets et licences des divers logiciels

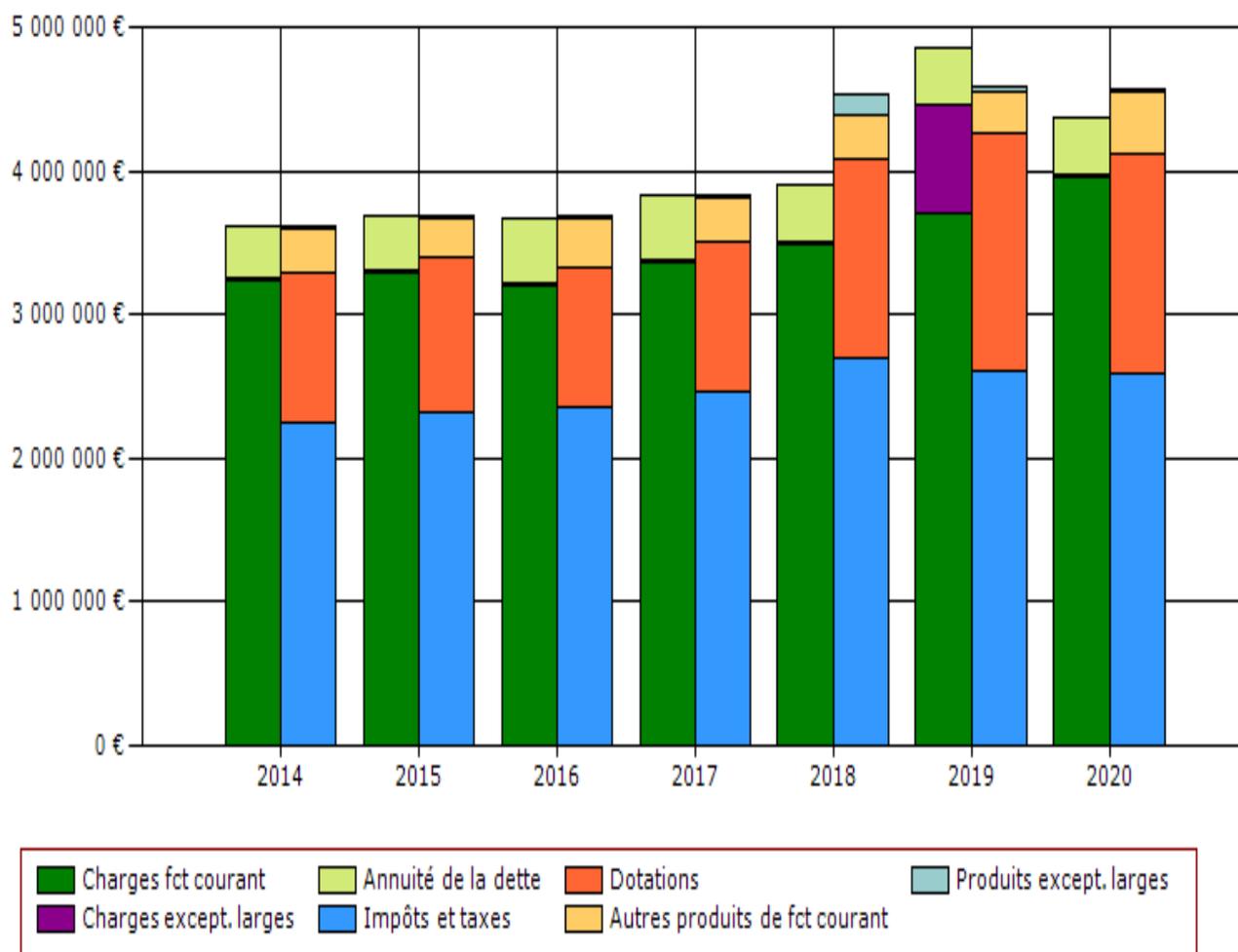
Les charges de fonctionnement courant sont estimées à 3 951 543 € en 2020 contre 3 709 546 € réalisées en 2019, soit une baisse de 2441 997 €.

**Notons dans le tableau ci-après, le haut niveau des charges de fonctionnement hors intérêts de la dette en 2019. Ce haut niveau s'explique par le reversement de 623 778.51€ au SIVOM Orb et Vernazobres au titre des compétences Eau et Assainissement. Le budget général de la commune a vu transiter les excédents des budgets eau et assainissement à leur clôture. Ainsi, il s'agit des excédents des budgets Eau et Assainissement qui ont été constatées en « recettes » (d'un point de vue comptable : reprise via les excédents de fonctionnement du budget général) et en dépenses, pour la même valeur.**

### CHARGES DE FONCTIONNEMENT LARGES

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Charges fonctionnement courant strictes	3 246 541	3 292 915	3 209 236	3 375 435	3 486 408	3 709 546	3 951 543
Charges à caractère général	875 538	749 877	773 619	804 589	885 309	884 721	938 000
Charges de personnel	1 864 786	1 953 850	1 916 192	2 034 746	2 105 545	2 221 355	2 314 687
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus)	506 216	589 187	519 425	536 100	495 554	603 470	698 856
Autres charges fct courant	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de produits	16 400	16 905	17 506	0	0	0	0
AC versée	0	0	0	0	0	0	0
Reversements conventionnels versés	0	0	0	0	0	0	0
Contributions fiscales (FPIC, ...)	0	0	0	0	0	0	0
Contribution SRU	0	0	0	0	0	0	0
Prélèvement FNGIR	0	0	0	0	0	0	0
Solde atténuations de produits	16 400	16 905	17 506	0	0	0	0
<b>Charges de fonctionnement courant</b>	<b>3 262 941</b>	<b>3 309 820</b>	<b>3 226 741</b>	<b>3 375 435</b>	<b>3 486 408</b>	<b>3 709 546</b>	<b>3 951 543</b>
Charges exceptionnelles larges	3 457	3 389	1 604	12 101	20 469	761 230	28 285
Frais financiers divers	373	3 389	470	6 510	10 878	13 399	15 000
Charges exceptionnelles	3 084	0	1 134	5 591	9 591	747 832	13 285
<b>Charges de fonctionnement hs intérêts</b>	<b>3 266 397</b>	<b>3 313 209</b>	<b>3 228 346</b>	<b>3 387 536</b>	<b>3 506 877</b>	<b>4 470 777</b>	<b>3 979 828</b>
Annuité de la dette	352 035	368 319	442 615	450 637	393 122	394 862	395 260
Intérêts	120 670	112 470	108 653	103 000	99 066	104 862	100 260
Capital	231 365	255 849	333 962	347 637	294 056	290 000	295 000
<b>Charges de fonctionnement larges</b>	<b>3 618 432</b>	<b>3 681 528</b>	<b>3 670 961</b>	<b>3 838 173</b>	<b>3 899 999</b>	<b>4 865 639</b>	<b>4 375 088</b>

## Charges et produits de fonctionnement



### 3° Les dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers pour 2020 (hors annuité de dette) s'élèvent à 3 274 716 €.

Ce niveau de dépenses d'équipement prévu au BP 2020 contraindra la Commune de Cazouls-Lès-Béziers à une gestion assidue de sa trésorerie et de ses financements extérieurs, et devra être vigilante à ne pas dépasser les limites de ses capacités humaines et techniques.

## OPERATIONS D'EQUIPEMENT

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Opérations directes</b>	<b>566 959</b>	<b>1 148 082</b>	<b>1 167 179</b>	<b>2 008 218</b>	<b>2 428 935</b>	<b>3 782 316</b>	<b>4 481 001</b>
RAR					0	0	0
N°992 - Extension caserne pompier							200 000
N°993 - Esplanade gare							888 457
N°902 - Acquisition de matériel	9 978	33 659	50 793	60 578	54 592	47 268	86 402
N°903 - Travaux de bâtiments	129 446	223 192	68 012	104 340	83 962	91 061	153 145
N°905 - Acquis. matériel de transport	0	0	45 000	22 142	24 732	90 000	75 000
N°911 - Sports et loisirs	3 874	339 111	0	960	360 197	293 714	146 453
N°912 - Acquis. Terrains Echanges	17 739	184 000	28 212	3 325	5 789	6 858	13 141
N°913 - Aménagt Village Eclairage Sono	0	0	1 392	5 301	3 679	5 343	12 700
N°915 - Ecoles primaire-maternelle	6 572	0	4 876	28 468	185 131	44 773	47 970
N°917 - Elaboration, modif POS	0	0	290	18 300	13 182	3 877	37 350
N°931 - Travaux voirie village	68 308	28 779	0	0	144 344	80 886	166 412
N°934 - Réhabilitation réseau eaux usées	0	324	19 228	434 933	0	0	0
N°938 - Amélioration pratiques phytosanitaires et agricoles	1 200	24 960	0	7 880	12 020	17 089	10 924
N°947 - Voirie rurale	36 313	0	0	1 092	69 518	6 738	12 400
N°957 - Médiathèque	0	0	0	0	6 131	44 062	12 779
N°968 - Bassin de rétention Peras Muscadelles	0	0	4 882	12 237	161 888	21 916	0
N°969 - Mise en sécurité bâtiments communaux	37 519	303	5 074	166 517	14 158	2 853	16 520
N°973 - Aménagt divers Espaces verts	14 960	7 987	949	9 026	11 385	6 000	12 464
N°975 - Aire de lavage / machine à vidanger		2 979	6 882	34 801	571 947	70 369	51 812
N°977 - Réaménagt Place des 140	6 708	1 800	16 396	2 760	171 536	362 394	1 237 076
N°978 - Face 2015		0	568	131 552	21 459	0	0
N°979 - Avenue Victor Hugo		0	349 834	0	0	0	0
N°980 - Espace Jeune			8 439	32 926	7 677	407 714	180 384
N°981 - Création Maison médicale			684	31 078	142 700	903 414	146 974
N°982 - Aménagement Rue de l'Egalité - Carbo			0	17 682	202 793	105 918	1 180
N°984 - Réaménagement abords Jean Jaurès		0	0	524 509	21 317	248 401	671 013
N°985 - Désenclavement centre-bourg		0	0	115 427	23 424	173 245	27 756
N°986 - FACE 2016			120 000	0	0	0	0
N°987 - Station d'épuration		0	0	23 106	0	0	0
N°988 - Création bâtiment Nouvelle Poste		0	0	15 120	32 667	568 864	12 637
N°989 - Face 2017		0	0	0	0	0	0
N°990- Sécurisation et démolition immeuble rue Alfred de Musset					82 708	15 635	104 790
N°991- Cantine Groupe Elémentaire						163 922	155 262
Autres opérations d'équipement	234 343	300 988	435 668	204 158	0	0	0
<b>Opérations indirectes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>566 959</b>	<b>1 148 082</b>	<b>1 167 179</b>	<b>2 008 218</b>	<b>2 428 935</b>	<b>3 782 316</b>	<b>4 481 001</b>

### 4° Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont composées de :

- Du Fonds de Compensation de la TVA estimé à 479 264 €
- De la taxe d'aménagement (TA) estimée à 48 491 €
- De subventions d'investissement affectées d'un montant de 1 449 451€
- Une partie de l'excédent de fonctionnement 2019 sera affectée au 1068 fonds divers, Dotations, Réserve du BP 2020 pour un montant de 600 000 €
- Un emprunt d'équilibre sera réalisé au cours de l'année 2020.

## DETAIL DES SUBVENTIONS

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Opérations directes</b>	<b>2 106 120</b>	<b>679 937</b>	<b>1 010 162</b>	<b>1 711 573</b>	<b>866 508</b>	<b>2 297 373</b>	<b>2 380 160</b>
RAR					0	0	0
N°992 - Extension caserne pompier							0
N°993 - Esplanade gare							521 073
N°902 - Acquisition de matériel	3 609	1 878	405	887	6 638	0	0
N°903 - Travaux de bâtiments	58 541	104 404	14 671	52 335	15 033	30 000	37 000
N°905 - Acquis. matériel de transport	0	0	0	0	0	0	7 200
N°911 - Sports et loisirs	0	158 334	0	0	34 995	325 915	77 362
N°912 - Acquis. Terrains Echanges	0	0	0	0	0	0	0
N°913 - Aménagt Village Eclairage Sono	0	0	0	0	0	0	0
N°915 - Ecoles primaire-maternelle	0	0	0	0	0	53 146	2 489
N°917 - Elaboration, modif POS	0	0	0	0	17 000	3 000	0
N°931 - Travaux voirie village	46 000	18 219	22 631	77 052	80 611	45 325	0
N°934 - Réhabilitation réseau eaux usées	0	21 339	30 596	660 450	0	0	0
N°938 - Amélioration pratiques phytosanitaires et	8 565	0	0	9 580	0	0	17 883
N°947 - Voirie rurale	9 987	0	0	300	5 216	31 353	4 300
N°957 - Médiathèque	0	0	0	0	0	27 277	0
N°968 - Bassin de rétention Peras Muscadelles	0	0	0	0	73 500	112 414	0
N°969 - Mise en sécurité bâtiments communaux	31 550	8 895	38 545	38 700	14 145	0	0
N°973 - Aménagt divers Espaces verts	0	0	0	0	0	0	0
N°975 - Aire de lavage / machine à vidanger		180	4 581	0	115 636	328 659	4 380
N°977 - Réaménagt Place des 140	0	0	132	0	131 267	110 955	1 053 696
N°978 - Face 2015		0	5 225	127 586	84 384	14 247	0
N°979 - Avenue Victor Hugo		91 000	97 000	53 683	0	0	0
N°980 - Espace Jeune			0	13 503	12 250	39 774	321 630
N°981 - Création Maison médicale			0	0	44 030	455 234	259 735
N°982 - Aménagement Rue de l'Egalité - Carbo			54 000	0	110 019	112 308	0
N°984 - Réaménagement abords Jean Jaurès		0	0	552 924	0	156 796	0
N°985 - Désenclavement centre-bourg		0	0	119 700	8 375	142 351	0
N°986 - FACE 2016			198 126	0	0	0	0
N°987 - Station d'épuration		0	0	3 973	0	0	0
N°988 - Création bâtiment Nouvelle Poste		0	0	0	0	308 619	73 412
N°989 - Face 2017		0	0	0	0	0	0
Travaux en régie	0	0	0	0	0	0	0
N°990- Sécurisation et démolition immeuble rue Alfred					0	0	0
N°991- Cantine Groupe Elémentaire						0	0
Autres opérations d'équipement	1 947 869	275 688	544 250	900	113 409	0	0
<b>Opérations indirectes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>2 106 120</b>	<b>679 937</b>	<b>1 010 162</b>	<b>1 711 573</b>	<b>866 508</b>	<b>2 297 373</b>	<b>2 380 160</b>

Au regard du haut niveau de dépenses d'investissement prévu en 2020, avec un niveau de trésorerie relativement faible, l'encaissement des subventions est un impondérable au maintien de l'équilibre financier de la commune.

C'est en ce sens que chaque projet d'investissement fait l'objet de demandes de subventions auprès de divers organismes (le Département de l'Hérault, la Région Occitanie, l'Etat, La communauté La Domitienne, la CAF...) En 2019 la commune a réalisé un partenariat avec la Région Occitanie dans le cadre un contrat Bourg centre qui lui permettra d'accéder à des financements de la part de ce partenaire.

## 5° La dette

Au 31 décembre 2019, l'encours de la dette du budget principal était de 4 233 172 €.

### ANALYSE DE LA VARIATION DE L'ENCOURS DE DETTE

#### ENCOURS BRUT DE DETTE

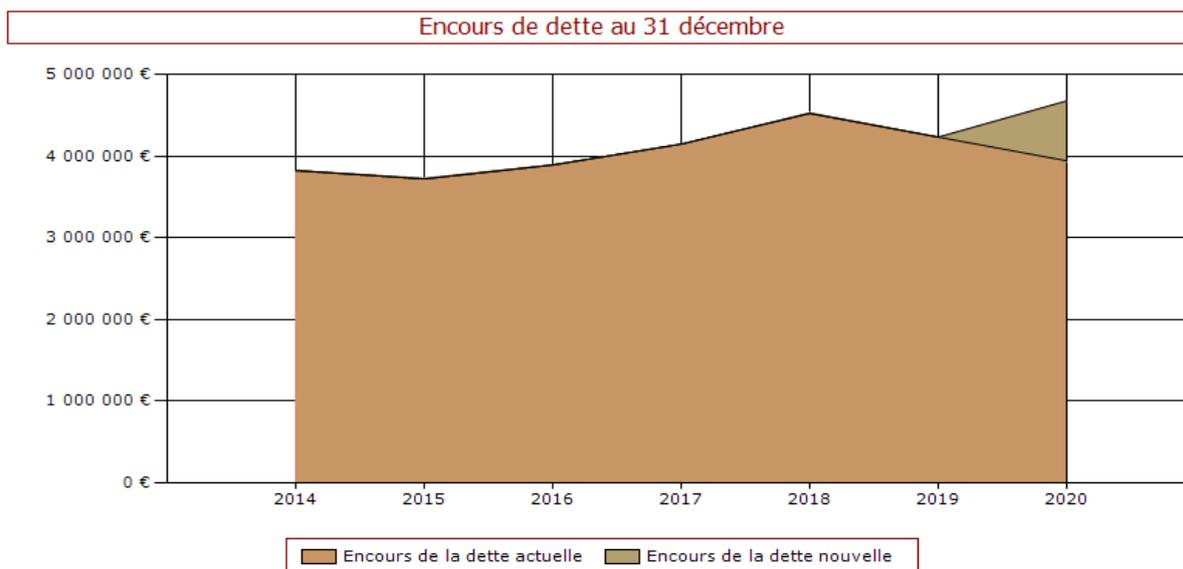
€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours brut au 1er janvier avant transferts	3 657 708	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 532 579	4 233 172
+ Transfert d'encours brut	0	0	0	0	0	0	0
= Encours brut au 1er janvier	3 657 708	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 532 579	4 233 172
- Remboursement du capital brut	231 365	255 849	333 962	347 637	294 056	290 000	295 000
- Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0	0
+ Emprunt	400 000	160 000	500 000	593 311	681 160	0	738 916
+ Divers	0	15	-1	3 254	0	-9 407	0
= Variation de l'encours brut	168 635	-95 834	166 037	248 928	387 104	-299 407	443 916
<b>= Encours brut au 31 décembre</b>	<b>3 826 343</b>	<b>3 730 509</b>	<b>3 896 547</b>	<b>4 145 475</b>	<b>4 532 579</b>	<b>4 233 172</b>	<b>4 677 087</b>

#### ENCOURS DE DETTE AU 1er JANVIER

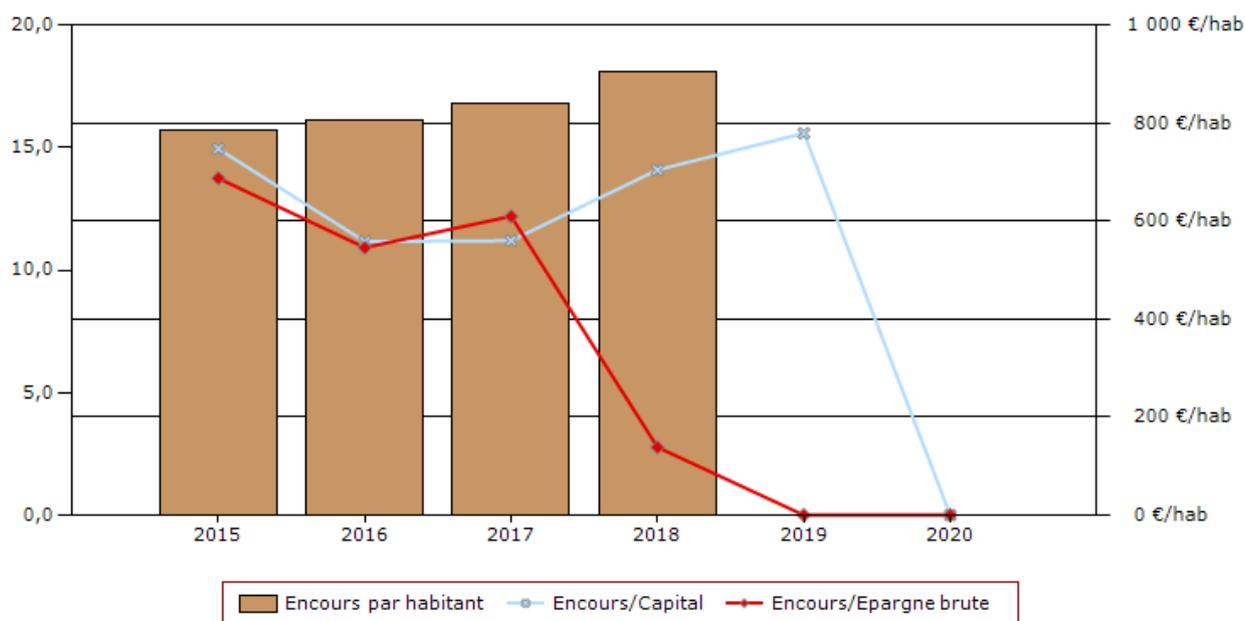
€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours brut au 1er janvier	3 657 708	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 532 579	4 233 172
- Encours de dette récupérable	0	0	0	0	0	0	0
+ Encours tiers	0	0	0	0	0	0	0
<b>= Encours de dette au 1er janvier</b>	<b>3 657 708</b>	<b>3 826 343</b>	<b>3 730 509</b>	<b>3 896 547</b>	<b>4 145 475</b>	<b>4 532 579</b>	<b>4 233 172</b>

#### COMPOSANTES DE L'ENCOURS BRUT DE DETTE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours brut au 31/12 de la dette actuelle	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 532 579	4 233 172	3 938 172
+ Encours brut au 31/12 de la nouvelle dette	0	0	0	0	0	0	738 916
<b>= Encours brut de dette au 31 décembre</b>	<b>3 826 343</b>	<b>3 730 509</b>	<b>3 896 547</b>	<b>4 145 475</b>	<b>4 532 579</b>	<b>4 233 172</b>	<b>4 677 087</b>



## Ratios de dette



### Les ratios de la dette :

**Le délai de désendettement 2020 de Cazouls Les Béziers est estimé à 9.5 ans au budget primitif 2020. Le délai de désendettement 2019 apparait à 260 ans, en raison de la prise en compte dans les charges de fonctionnement 2019 des excédents Eau et Assainissement qui ont transité dans le budget général. Cet affichage d'un délai de désendettement de 260 ans est faux, la commune n'a pas eu une dépense de 623 778.51€ sans contrepartie. La recette relative à ce versement a été imputée en comptabilité en « reprise des excédents de fonctionnement » et est donc non visible dans le calcul de l'épargne brute. Pour être juste, le versement des excédents doit être retraité. Dans ce cas, l'épargne brute de la commune est de 640 032€ en 2019. Le délai de désendettement est de 6.6 ans.**

### Délai de désendettement non corrigé

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours brut au 31 décembre	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 532 579	4 233 172	4 677 087
/ EPARGNE BRUTE (EB)	224 661	271 263	356 768	339 839	924 257	16 254	490 721
Encours/épargne brute non corrigée	17,0	13,8	10,9	12,2	4,9	260,4	9,5

### Délai de désendettement corrigé

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours brut au 31 décembre	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 532 579	4 233 172	4 677 087
/ EPARGNE BRUTE (EB)	224 661	271 263	356 768	339 839	924 257	640 032	490 721
Encours/épargne brute corrigée	17,0	13,8	10,9	12,2	4,9	6,6	9,5

## COMPOSANTES DE L'ANNUITE DE DETTE

### INTERETS DE LA DETTE ANTERIEURE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Intérêts de la dette antérieure initiale	120 670	112 470	108 653	103 000	99 066	104 862	100 260
+ Intérêts transférés antérieurs							0
+ Impact de la variation des taux variables	0	0	0	0	0	0	0
+ Intérêts payés sur swaps	0	0	0	0	0	0	0
- Intérêts perçus sur swaps	0	0	0	0	0	0	0
<b>= Intérêts de la dette antérieure</b>	<b>120 670</b>	<b>112 470</b>	<b>108 653</b>	<b>103 000</b>	<b>99 066</b>	<b>104 862</b>	<b>100 260</b>

### ANNUITE DE LA DETTE

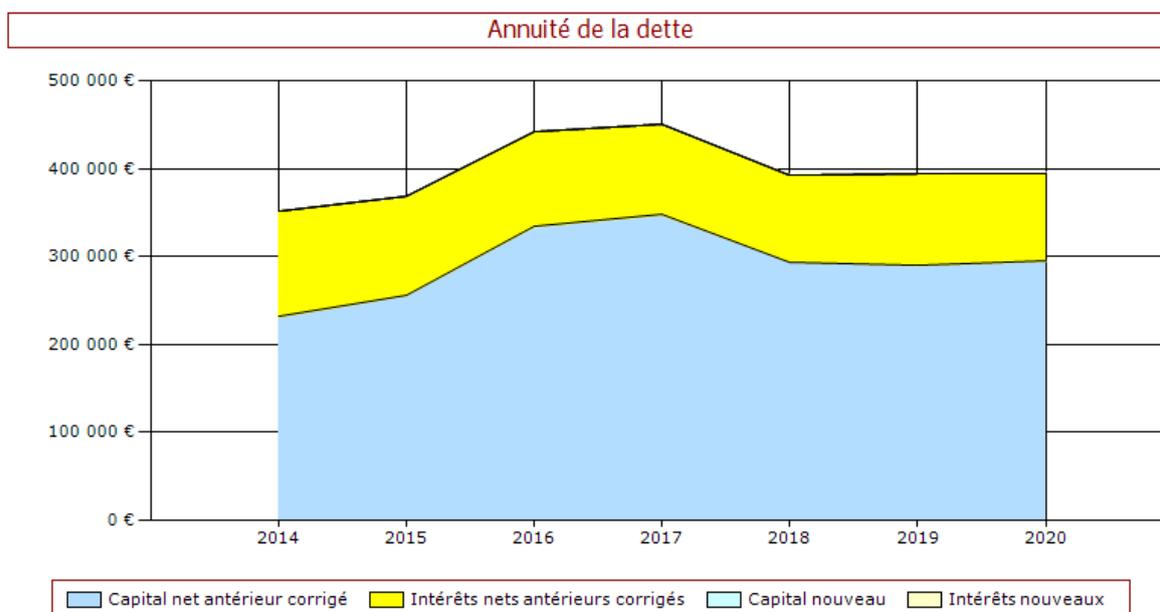
€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Capital de la dette antérieure	231 365	255 849	333 962	347 637	294 056	290 000	295 000
Intérêts de la dette antérieure	120 670	112 470	108 653	103 000	99 066	104 862	100 260
<b>Annuité de la dette antérieure</b>	<b>352 035</b>	<b>368 319</b>	<b>442 615</b>	<b>450 637</b>	<b>393 122</b>	<b>394 862</b>	<b>395 260</b>
Capital de la dette RA	0	0	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette RA	0	0	0	0	0	0	0
<b>Annuité de la dette RA</b>	<b>0</b>						
Capital de la dette transférée (yc ajust.)	0	0	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette transférée (yc ajust.)	0	0	0	0	0	0	0
<b>Annuité de la dette transférée (yc ajust.)</b>	<b>0</b>						
Capital de la dette nouvelle							0
Intérêts de la dette nouvelle							0
<b>Annuité de la dette nouvelle</b>							<b>0</b>
Capital	231 365	255 849	333 962	347 637	294 056	290 000	295 000
Intérêts	120 670	112 470	108 653	103 000	99 066	104 862	100 260
<b>Annuité de la dette</b>	<b>352 035</b>	<b>368 319</b>	<b>442 615</b>	<b>450 637</b>	<b>393 122</b>	<b>394 862</b>	<b>395 260</b>

### STRUCTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Capital	66%	69%	75%	77%	75%	73%	75%
Intérêts	34%	31%	25%	23%	25%	27%	25%

### RATIOS DE LA DETTE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Annuité de dette / Epargne de gestion	101,9%	96,0%	95,1%	101,8%	38,4%	326,0%	66,9%
Annuité de dette / Produits fct	9,7%	10,0%	12,0%	11,8%	8,7%	8,6%	8,6%



## 6° Bilan sur l'équilibre financier du BP 2020

L'épargne nette 2020 s'établirait à 195 721 € contre -273 747€ en 2019. En 2019, le niveau de l'épargne nette est faussé par le versement des excédents Eau et Assainissement au SIVOM Orb et Vernazobre inscrit en dépenses de fonctionnement alors que la recette est constatée en reprise des excédents d'un point de vue comptable. Ainsi, la dépense est visible mais pas la recette dans le calcul de la chaîne de l'épargne. Après correction, l'épargne nette de la commune est de 350 032€ en 2019, soit à un niveau satisfaisant.

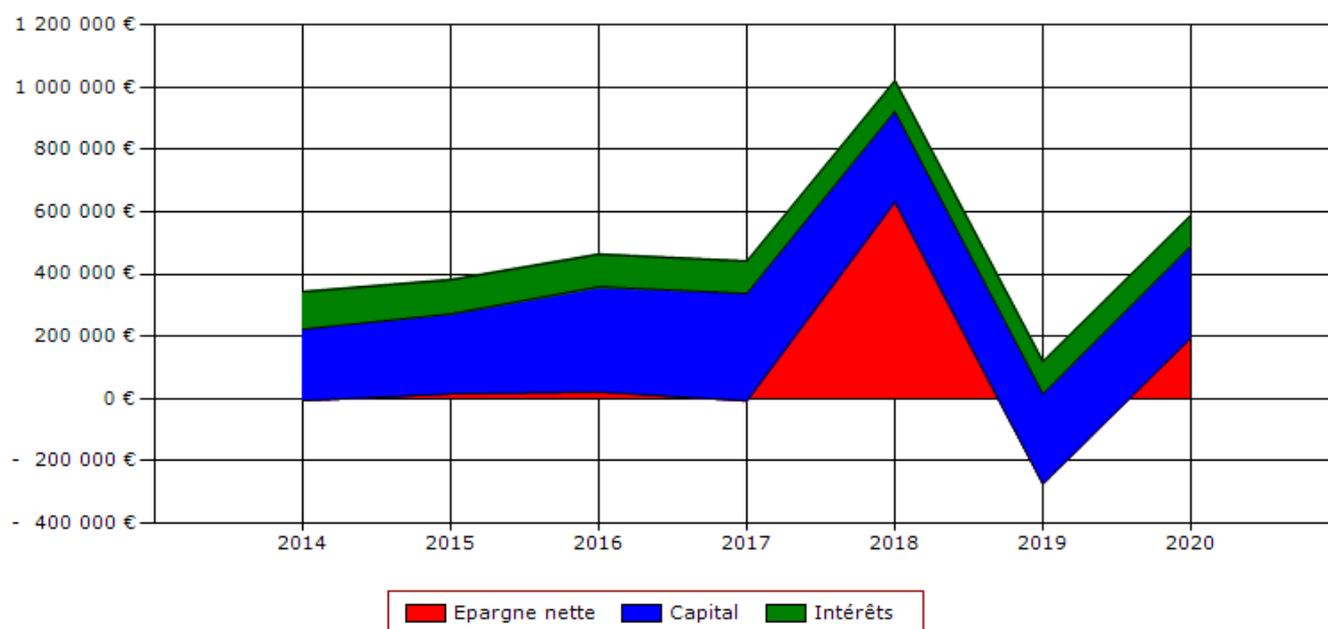
En budget primitif 2020, comparé aux comptes administratifs 2018 et 2019, la situation financière se dégrade en raison de la prise en compte des dépenses de fonctionnement plafond et des recettes de fonctionnement plancher.

### CHAINE DE L'EPARGNE

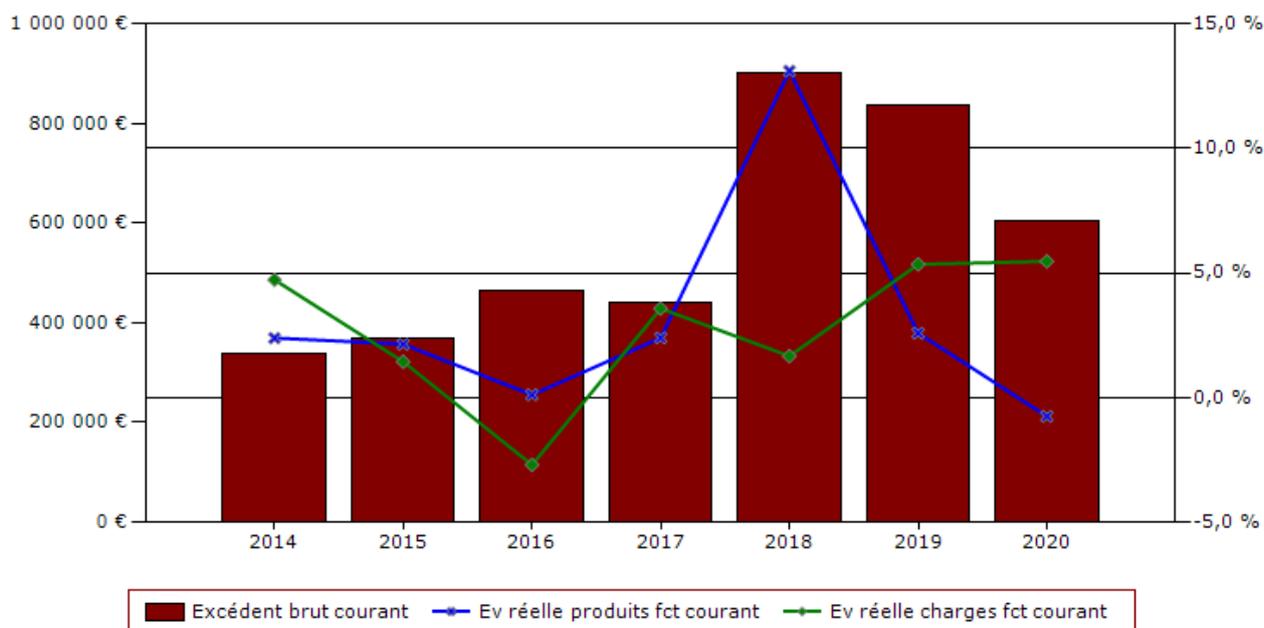
€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits de fonctionnement courant	3 602 565	3 679 636	3 690 974	3 817 195	4 386 810	4 545 038	4 555 810
- Charges de fonctionnement courant	3 262 941	3 309 820	3 226 741	3 375 435	3 486 408	3 709 546	3 951 543
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>339 624</b>	<b>369 816</b>	<b>464 232</b>	<b>441 761</b>	<b>900 402</b>	<b>835 492</b>	<b>604 267</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>5 707</b>	<b>13 917</b>	<b>1 189</b>	<b>1 078</b>	<b>122 921</b>	<b>-714 376</b>	<b>-13 285</b>
= Produits exceptionnels larges*	9 163	17 306	2 793	13 179	143 390	46 854	15 000
- Charges exceptionnelles larges*	3 457	3 389	1 604	12 101	20 469	761 230	28 285
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>345 331</b>	<b>383 733</b>	<b>465 421</b>	<b>442 839</b>	<b>1 023 323</b>	<b>121 115</b>	<b>590 982</b>
- Intérêts	120 670	112 470	108 653	103 000	99 066	104 862	100 260
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>224 661</b>	<b>271 263</b>	<b>356 768</b>	<b>339 839</b>	<b>924 257</b>	<b>16 254</b>	<b>490 721</b>
- Capital	231 365	255 849	333 962	347 637	294 056	290 000	295 000
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>-6 704</b>	<b>15 414</b>	<b>22 806</b>	<b>-7 798</b>	<b>630 201</b>	<b>-273 747</b>	<b>195 721</b>
<b>= EPARGNE NETTE (EN) corrigée des transferts Eau et Assainissement</b>	<b>-6 704</b>	<b>15 414</b>	<b>22 806</b>	<b>-7 798</b>	<b>630 201</b>	<b>350 032</b>	<b>195 721</b>

\* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

### Marges d'épargne



## Excédent brut courant



Dans un contexte d'épargne nette quasi nulle depuis 2014 et jusqu'en 2017 et d'un haut niveau de dépenses d'investissement, la Commune de Cazouls-Lès-Béziers devrait emprunter en 2020, 738 915 €, le dernier emprunt réalisé en 2018 s'élevait à 681 000 € et avait été contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations) et ce malgré un très haut niveau de subventionnement.

## FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

### FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses d'investissement hors dette	567 309	1 207 665	1 485 790	2 230 436	2 511 076	4 064 954	2 008 954
Dépenses d'équipement	566 959	1 148 082	1 167 179	2 008 218	2 428 935	3 782 316	2 008 954
Dépenses directes d'équipement	566 959	1 148 082	1 167 179	2 008 218	2 428 935	3 782 316	2 008 954
Dépenses indirectes (FdC + S.E.)	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses financières d'inv.	350	59 583	318 611	222 218	82 141	282 638	0
Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0	0
<b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>	<b>567 309</b>	<b>1 207 665</b>	<b>1 485 790</b>	<b>2 230 436</b>	<b>2 511 076</b>	<b>4 064 954</b>	<b>2 008 954</b>
<b>Financement de l'investissement</b>	<b>1 885 139</b>	<b>1 032 262</b>	<b>1 875 589</b>	<b>2 510 829</b>	<b>3 088 086</b>	<b>2 779 224</b>	<b>2 406 261</b>
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>-6 704</b>	<b>15 414</b>	<b>22 806</b>	<b>-7 798</b>	<b>1 342 668</b>	<b>-261 247</b>	<b>462 565</b>
Ressources propres d'inv. (RPI)	541 724	176 912	342 620	213 743	197 750	743 098	443 696
FCTVA	201 300	63 530	154 897	88 575	134 978	362 482	393 696
Produits des cessions	0	0	135 633	1 200	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0
Diverses RPI	340 423	113 382	52 090	123 968	62 772	380 616	50 000
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes, ...)	-1 156 000	-	0	0	0	2 297 373	0
Subventions yc DGE / DETR / DSIL	2 106 120	679 937	1 010 162	1 711 573	866 508	0	1 500 000
Emprunt	400 000	160 000	500 000	593 311	681 160	0	0
Variation de l'excédent global	237 063	-175 403	389 799	280 393	577 009	-1 285 729	397 307

### EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>= Excédent global de clôture</b>	<b>760 815</b>	<b>585 170</b>	<b>1 021 579</b>	<b>1 301 972</b>	<b>1 879 540</b>	<b>-402 746</b>	<b>-5 439</b>